

Humiliation et harcèlement: une élue d'opposition raconte la vie sous le FN à Hénin-Beaumont

Intimidations, vexations, humiliations, contrôles... Dans "Nouvelles du Front", Marine Tondelier, une élue de l'opposition à Hénin-Beaumont, décrit des l'intérieur l'exercice du pouvoir du Front national. Un récit accablant qui permet de comprendre certaines pratiques du parti d'extrême-droite.



Steve Briois, vice-président du *Front national* et maire d'Hénin-Beaumont, le 30 janvier 2017
(© François Lo Presti / AFP)

"Comment vit-on sous le Front national ?"

C'est ce qu'a cherché à raconter une élue EELV d'Hénin-Beaumont, Marine Tondelier, dans son livre *Nouvelles du Front*.

Mars 2014, le parti de Marine Le Pen emporte les élections municipales dès le premier tour, un virage radical pour une ville qui l'a repoussé pendant longtemps. A la tête de la mairie, Steve Briois a une mission principale : faire d'Hénin-Beaumont la vitrine du parti. C'est à ce moment là que l'auteur décide de coucher sur papier les dessous des pratiques du parti d'extrême-droite. Agents municipaux, opposants politiques, militants associatifs, représentants paroissiaux, journalistes... Tous témoignent d'un harcèlement et d'une humiliation qui font froid dans le dos.

Un "dilemme" s'impose alors très vite aux élus de l'opposition :

"Souhaiter la réussite politique du FN ou pas ?", interroge Marine Tondelier avant d'ajouter : "En l'occurrence, je me dis que cette ville a déjà beaucoup souffert et que je ne peux que souhaiter son redressement... et par ricochet le succès du Front national".

Une posture dédramatisée

Avec Hénin-Beaumont, le FN va mettre en œuvre son plan de dédramatisation du parti. Et pour incarner cette stratégie, Marine Le Pen choisit Steve Briois, secrétaire général du parti depuis 2011, et conseiller municipal depuis 2015. Il a adhéré au parti d'extrême-droite dès l'âge de 16 ans. Vient s'ajouter Bruno Bilde, élu conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais en 2010 et conseiller spécial de Marine Le Pen depuis 2012.

Dès son arrivée à la mairie, Steeve Briois organise de grandes fêtes populaires, plante l'arbre de la liberté, et glisse une citation de Jean-Jaurès sur ses cartes de vœux.

"Il y a comme un hiatus. Quelque chose qui sonne faux," insiste Marine Tondelier. "Peut-être le contraste entre l'image vertueuse que Steeve Briois tente de se donner et ses obsessions xénophobes anti-roms et anti-clandestins. L'héritier de Jean-Jaurès d'un côté, l'auteur de la charte 'Ma commune sans migrants' de l'autre."

Le 26 mai 2014, le nouveau maire Front national signe un arrêté anti-mendicité, qui sera ensuite suspendu par le tribunal administratif de Lille, saisi en référé par la Ligue des droits de l'homme. Edouard Blanc, ancien directeur des affaires juridiques raconte à ce sujet une scène ahurissante à l'élue écologiste : alors qu'il croise un jour Steeve Briois et Bruno Bilde dans la rue, des Roms les accostent pour leur demander de l'argent.

"Bruno Bilde se met à vociférer en secouant les mains d'un air dégoûté : 'Ah ! C'est dégueulasse, c'est dégueulasse, c'est dégueulasse ! Ah !' etc. Je ne savais plus où me mettre, j'étais terriblement gêné", détaille-t-il.

"Une chape de plomb s'installe"

Marine Tondelier montre comment la façade de dédramatisation du parti s'effrite en réalité assez rapidement après les élections. Au fil du temps, "une chape de plomb s'installe". Et pour cause, l'auteure a compilé de nombreux témoignages édifiants sur les conditions de travail au sein de la mairie frontiste. Il y a tout d'abord la stratégie de division entre les habitants. Florence Binaisse raconte qu'un jour elle croise sur un marché une employée de la mairie.

"On lui a ensuite reproché de parler à l'opposition", se souvient-elle.

Plus effrayant encore, Marine Tondelier nous apprend comment le maire et son fidèle acolyte, Bruno Bilde tentent de mettre en place un système de contrôle permanent des agents municipaux. Ce dernier aurait même demandé au responsable des services informatiques de faire des rapports sur l'utilisation d'internet par les agents de la commune, qui a refusé.

"Je n'en voyais pas le sens puisqu'une solution de filtrage était déjà présente. J'ai refusé dès le départ afin d'éviter d'éventuelles déviances", explique-t-il.

Burn-out et dépression

En janvier 2016, la municipalité fait même installer des caméras de vidéo-surveillance dans la mairie. Résultat : "un mélange d'angoisse et de honte" commence à s'installer chez les employés. Burn-out, dépression... "Il y avait une forme de harcèlement moral constant", confie un ancien agent. Si déjà sous Gérard Dalongeville, l'embauche de proches était une habitude, Steeve Briois semble en perpétuer la tradition.

"Ils remplacent progressivement les agents d'Hénin par des gens encartés ou très proches du FN. Ils font exactement ce qu'ils dénoncent", confie un autre employé.

En décembre 2015, une mystérieuse page Facebook anonyme fait son apparition. Appelée "La Voix d'Hénin", son slogan est clair :

"Ré-informez-vous sur l'actualité d'Hénin-Beaumont".

Elle se définit comme une page "d'information sur un ton impertinent et libre". Seulement voilà, régulièrement, "La Voix d'Hénin" partage des messages extrêmement critiques envers des élus de l'opposition, décrédibilise la presse locale, voire propage de fausses informations... Le FN a toujours nié être à l'origine de ce compte.

"Comment expliquer que le ou les auteurs soient en possession quasi immédiate des enregistrements vidéos de la municipalité ? Que la ligne éditoriale de la page Facebook soit exactement la même que celle de la propagande municipale et que "La Voix d'Hénin" partage les publications de Steeve Briois ?", interpelle Marine Tondelier.

Hénin-Beaumont est devenu un laboratoire de dédramatisation pour le parti, bien avant 2014. Depuis longtemps, il est en quelque sorte admis dans beaucoup d'esprits que Marine Le Pen est la maire officieuse de la commune. Des courriers arrivent régulièrement à l'Hotel de ville adressés à la présidente du FN. L'élu écologiste rappelle notamment qu'en 2011 "un grand hebdomadaire national" avait écrit à propos de Marine Le Pen : "La maire d'Hénin-Beaumont s'en est pris au mondialisme".

"C'est sûr qu'à force de lire partout que notre ville est le fief du Front national, certains ont pris la formule au pied de la lettre !", souligne Marine Tondelier.

Avant d'être emporté par la vague bleue marine, Hénin-Beaumont se caractérisait par son hospitalité.

"Les Houillères (les mines de charbon, ndlr) et les industries ont attiré dans la région des dizaines de milliers de travailleurs étrangers en quête d'un meilleur niveau de vie ou fuyant leur pays d'origine", explique l'auteure.

Au total, près de 29 nationalités différentes se côtoient au fond des mines dans les années 1980. Mais leur fermeture entraîne une paupérisation de la commune qui connaît fin 2016 un taux de chômage de 17,9% contre 10,4% pour la moyenne nationale.

"Une histoire d'opportunisme électoral"

Dès le début des années 1990,

"le Front national flaire la catastrophe sociale" mais "très vite la résistance s'organise".

A plusieurs reprises, Steeve Briois tente de se rendre aux côtés des grévistes du bassin minier qui essaient de sauver leurs emplois. A l'époque, il est accueilli à coups de jets d'oeufs. Ou bien on lui refuse plus simplement l'entrée.

"Parmi les dix personnes du bureau, la décision a été unanime. Aujourd'hui, ça ne se passerait plus comme ça", regrette une ancienne salariée.

“Le mépris des patrons voyous a laissé des cicatrices indélébiles chez des travailleurs déboussolés et trahis”, analyse Marine Tondelier.

Et les *frontistes* vont s'emparer de ce sentiment d'abandon. Lorsque les usines ferment, ils déploient un important militantisme de terrain : ils distribuent des tracts, et soutiennent les chômeurs. Le parti montre un réel intérêt pour la population.

Dans les années 2000, une autre affaire va mettre la ville en péril. Gérard Dalongeville, divers gauche, puis PS, est à la tête de la mairie de 2001 à 2009. Dès son arrivée au pouvoir, il va instaurer des pratiques plus délirantes les unes que les autres. Clientélisme, embauches de complaisance, corruption, et détournements de fonds publics, vont littéralement contribuer à piller les caisses d'Hénin-Beaumont. Dalongeville contracte alors des emprunts toxiques pour tenter de renflouer la trésorerie, **jusqu'à sa condamnation** en 2013, pour détournements de fonds publics, à quatre ans de prison, dont trois fermes, 50 000 euros d'amende et à la privation de droits civiques pendant cinq ans.

Face au trou béant laissé par Gérard Dalongeville, ses successeurs auront beaucoup de difficultés.

“La conquête d'Hénin-Beaumont par le Front national est ainsi une histoire d'opportunisme électoral”, martèle Marine Tondelier.

Mais pour l'élue écologiste,

“la ville est surtout un marchepied pour accéder aux échelons supérieurs du pouvoir”.

“On se rend compte que la logique qui est à l'oeuvre est invariable. Il faut subordonner. Décourager ceux à qui pourrait venir l'idée de s'opposer. Isoler et humilier pour l'exemple ceux qui s'y risquent tout de même et de disqualifier en les accusant — insulte suprême — de 'faire de la politique'”, conclut-t-elle.



Nouvelles du Front, de Marine Tondelier,
paru le 1er mars 2017,
Ed. Les liens qui libèrent .